

Lénine et la politique extérieure russe

Georges Tchitchérine ^[1]



Georges Tchitchérine (à gauche) et Nikolai Krestinski (ambassadeur à Berlin) vers 1926 (<https://klimbims.tumblr.com/>)

Source : « Bulletin Communiste », 5e année, n°7, 15 février 1924, pp. 188-190. Notes : MIA

Le moment n'est pas encore venu d'exposer sous forme de système la politique extérieure de Lénine. Comme on l'a constaté depuis longtemps, la politique extérieure de la République des Soviets s'effectue selon un plan d'ensemble. Plus encore que notre politique intérieure, elle est quelque chose de nouveau. Jamais avant la révolution d'octobre on n'avait même tenté d'établir le programme de politique extérieure d'un État socialiste environné d'États capitalistes.

[1] Tchitchérine, Georgi Vassiliévitch (1872-1936), d'origine noble, employé au Ministère tsariste des Affaires étrangères (1898). Émigré de 1904 à 1918 (Allemagne, France, Belgique, Angleterre). Membre du POSDR à partir de 1905, d'abord bolchevique puis menchevique, avant de se rapprocher à nouveau des premiers au début de la Première guerre mondiale. Milite dans les jeunesses socialistes en Allemagne, se lie d'amitié avec Karl Liebknecht, puis actif au Parti socialiste français. Emprisonné en Angleterre, rentre en Russie en janvier 1918. Adhère au Parti bolchevique et nommé adjoint de Trotsky au Commissariat du peuple aux Affaires étrangères. Membre de la délégation qui signe le traité de paix de Brest-Litovsk (3 mars 1918), il est ensuite désigné Commissaire du peuple par intérim le 8 mars et remplace définitivement Trotsky le 30 mai 1918. Vice-président de la délégation russe à la Conférence Gênes (1922) et président de la délégation russe à la Conférence de Lausanne (1922-1923). Gravement malade et en désaccord avec Staline, quoique s'abstenant de toute opposition ouverte, il est déchargé de son poste et remplacé par Maxime Litvinov (25 juillet 1930) avant de mourir d'une hémorragie cérébrale et dans l'oubli 6 ans plus tard.

Quoiqu'il eût une conception très nette de notre politique extérieure, Lénine ne l'exposa jamais sous forme de plan rigoureusement déterminé. Il se borna à en exposer quelques principes fondamentaux, mais il exprimait ses vues d'une façon très précise à l'occasion de chaque cas particulier. Ce n'est que lorsque tous les matériaux sur notre politique extérieure seront rassemblés et classés et qu'une série de questions actuelles auront perdu de leur acuité qu'il sera possible de rétablir le système de la politique extérieure du gouvernement soviétiste telle que la concevait Lénine.

Pendant la période où Lénine participait activement aux affaires publiques, j'étais en contact presque permanent avec lui. Les premières années, outre nos entretiens privés, nous avions journalièrement par téléphone des conversations, parfois très longues, dans lesquelles nous examinions tous les détails des affaires diplomatiques tant soit peu importantes. Saisissant immédiatement l'essence de la question, qu'il excellait à mettre sous son véritable jour politique, Lénine analysait avec précision la situation et ses conseils (fréquemment il donnait dans ses conversations le texte même de la réponse à une note quelconque) dénotaient, en même temps qu'une merveilleuse souplesse d'esprit, une intelligence extraordinaire de la diplomatie.

C'est au moment de l'ultimatum allemand ^[2] que j'entrai pour la première fois en contact avec lui sur les questions de politique extérieure. Formés à l'école de l'action révolutionnaire clandestine dont nous avons conservé certaines des méthodes, il nous était encore difficile alors, à nous bolcheviques, de nous élever au réalisme politique de parti dirigeant, et je n'avais pu encore me faire à la nécessité de signer la paix « honteuse ». Néanmoins, au cours de ma première conversation avec Lénine, mon esprit s'éclaira et je partis pour Brest-Litovsk ^[3]. Arrivés à une petite gare des environs de Pskov, nous dûmes stationner presque une journée entière : l'armée tsariste en fuite remplissait les trains, encombrait les voies et il était impossible d'avancer. Nous reçûmes alors de Lénine un télégramme où il nous disait en substance : « *Vous hésitez. C'est inadmissible.* » ^[4] Nous répondîmes que nous étions en panne et que, dès que faire se pourrait, nous continuerions notre route.

Nous revînmes de Brest au moment du transfert du gouvernement à Moscou. A mon nouveau poste, je me trouvai immédiatement en contact étroit avec Lénine et travaillait avec lui jusqu'au moment de l'attentat dont il fut victime ^[5]. Son réalisme politique incomparable nous aida à conserver notre sang-froid et nous préserva de nombreuses fautes. Après la paix de Brest-Litovsk, ne tenant aucun compte de la ligne de démarcation, le haut commandement allemand faisait avancer peu à peu ses troupes à l'intérieur de notre pays, particulièrement du côté de l'Ukraine, dont il reculait arbitrairement les frontières.

Par son intervention, Lénine empêcha certains actes dictés par la panique ou le désespoir et susceptibles uniquement de nous nuire. Sur sa recommandation, nous nous adressâmes officiellement

[2] À la suite de la rupture des négociations de paix de Brest-Litovsk le 10 février 1918 avec le discours de Trotsky « ni guerre, ni paix », l'Allemagne renoua les hostilités en lançant une offensive. Le 23 février 1918 elle adressa aux Soviets un ultimatum.

[3] Ville où fut signé le 3 mars 1918 le traité de paix entre la Russie et les puissances de la Quadruple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie), mettant fin à la participation russe à la Première guerre mondiale. Le traité de paix initial, négocié depuis décembre 1917, divisait profondément les bolcheviques entre les partisans d'une signature immédiate (Lénine) et ceux d'une « guerre révolutionnaire » (les « communistes de gauche », dont Boukharine). Trotsky suivit un moyen terme en déclarant le 10 février aux délégués allemands que la Russie ne signait pas la paix mais refusait de continuer la guerre (« ni guerre, ni paix ») et démobilisait son armée, espérant ainsi accélérer le mouvement révolutionnaire en Allemagne. Mais les Allemands ayant rapidement repris leur offensive, Lénine impose de justesse son point de vue. Par le traité signé le 3 mars, la Russie perdait l'Ukraine, la Courlande, l'Estonie, la Livonie, les villes de Kars, Batoum et Ardakan et les îles Aaland. A la suite de la défaite des armées allemandes à l'Ouest et de la Révolution de novembre 1918 à Berlin, le pouvoir soviétique annule le traité de Brest-Litovsk le 13 novembre.

[4] Le 25 février 1918, Lénine adressait le radiogramme suivant à la délégation soviétique (Tchitchérine, Joffé, Karakhane et Sokolnikov) chargée de signer le traité de paix : « *Nous ne comprenons pas très bien votre télégramme. Si vous hésitez, c'est inadmissible. Envoyez des parlementaires et tâchez de partir vite trouver les Allemands. Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine.* » (Œuvres Complètes, Tome 44, p.43).

[5] Le 30 août, 1918, en sortant d'un meeting tenu à l'usine Mikhelson de Moscou, Lénine était blessé par deux balles tirées par la socialiste-révolutionnaire Fanny Kaplan.

au gouvernement allemand pour lui signaler l'anomalie de la situation et lui proposer d'entamer de nouvelles négociations, qui aboutirent en août à des accords complémentaires avec l'Allemagne et à l'évacuation progressive des régions occupées. Lénine suivit attentivement toutes les péripéties des pourparlers, faisant des concessions quand il le fallait, mais restant ferme sur ses positions lorsqu'il jugeait les exigences de l'adversaire excessives.

Le séjour à Moscou, capitale révolutionnaire, du comte Mirbach, représentant d'une monarchie militaire, suscitait des difficultés continues. Pour leur solution, Lénine faisait preuve de ce réalisme politique incomparable qui lui avait fait comprendre la nécessité de signer la paix de Brest-Litovsk. Tout en tenant compte de notre situation pénible, il veillait à la sauvegarde de la dignité de notre État et savait trouver la limite au-delà de laquelle toute concession devenait faiblesse. « *Cette exigence est absurde, il ne faut pas l'accepter* », déclarait-il parfois. Dans les démêlés fréquents qui surgissaient au cours des pourparlers sur l'échange des prisonniers de guerre, il intervenait personnellement et fixait les limites des concessions possibles.

Le moment le plus pénible pour nous fut celui du meurtre du comte Mirbach ^[6], auquel il était à craindre que l'Allemagne ne ripostât immédiatement par une offensive militaire. J'eus alors plusieurs entretiens prolongés avec Lénine, qui, se rendant compte des difficultés de cette offensive, jugea nécessaire de repousser les prétentions du gouvernement allemand au sujet de l'établissement d'une garde armée à Moscou et attendit avec une parfaite tranquillité les résultats de notre réponse. Son flair ne le trompa pas et le compromis que nous obtînmes correspondait exactement à son appréciation de la situation.

Au mois d'août, alors que l'Entente ^[7] commençait à occuper au nord d'Arkhangelsk et poussait contre nous les Tchécoslovaques ^[8] et l'« Armée Volontaire » d'Alexéiev ^[9] à l'est et au sud, Lénine tenta d'exploiter l'antagonisme des deux coalitions impérialistes belligérantes pour affaiblir la pression de l'Entente, à ce moment-là la plus dangereuse. Après un long entretien avec lui, je me rendis chez le nouvel ambassadeur allemand, Helfferich, pour lui proposer une action commune contre Alexéiev ainsi que l'envoi d'un détachement allemand contre les troupes de l'Entente dans la région de la mer Blanche. Mais l'élaboration de ce plan fut interrompue par le départ soudain d'Helfferich.

Notre principal moyen d'action à Berlin pendant cette première période extrêmement difficile consistait à intéresser les hommes d'affaires allemands à la collaboration économique avec la République soviétique. Joffé ^[10] montra aux milieux commerciaux et industriels allemands que s'ils

[6] Mirbach, Wilhelm von (1871-1918), Comte et diplomate allemand qui a participé aux négociations de paix de Brest-Litovsk. Premier ambassadeur allemand auprès de la RSFSR. Le 6 juillet 1918, il est assassiné par les socialistes-révolutionnaires de gauche Nikolai Andréïev et Yakov Bloumkin dans le but de pousser l'Allemagne à briser le traité de paix de Brest-Litovsk.

[7] Bloc de puissances impérialistes (Angleterre, France et Russie) qui s'est définitivement formé en 1907 à la suite de « l'Entente cordiale » entre la France et l'Angleterre de 1904. Ce bloc s'était constitué en opposition aux puissances impérialistes de la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie). Pendant la Première guerre mondiale (1914-1918), l'Italie quitta la Triple Alliance pour se déclarer neutre d'abord, et pour rejoindre ensuite le camp de l'Entente, ainsi que le Japon et les États-Unis. L'Entente fut la principale instigatrice de l'intervention militaire contre la Révolution russe.

[8] Le corps tchécoslovaque, composé d'ex-prisonniers de guerre tchèques et slovaques de l'armée austro-hongroise, avait été constitué par le Gouvernement provisoire en 1917, pour la guerre contre l'Allemagne. Après la révolution d'Octobre, alors que ses 35.000 hommes devaient quitter le pays par Vladivostok, la contre-révolution russe et l'impérialisme anglo-français les poussèrent à la révolte et se servirent d'eux pour tenter d'écraser le pouvoir des Soviétiques. Aidé par le corps tchécoslovaque, les gardes-blancs parvinrent à s'emparer de l'Oural, de la région de la Volga, puis de toute la Sibérie. L'intervention contre-révolutionnaire du corps tchécoslovaque ne fut définitivement liquidée qu'à la fin de 1919.

[9] Alexéiev, Nikolai Vassiliévitch (1857-1918), général tsariste. Participe à la guerre Russo-japonaise de 1905 et à la Première guerre mondiale. Commandant en chef des armées du Nord-Ouest, puis du Front Ouest en 1915. Chef d'État-major du Commandant en Chef suprême (1915-1917). Conseiller militaire du Gouvernement provisoire bourgeois après la révolution de Février 1917. Après la révolution d'Octobre, commande l'armée blanche contre-révolutionnaire dite des « Volontaires » dans le sud de la Russie. Meurt d'une crise cardiaque.

[10] Joffé, Adolf Abramovitch, (1883-1927), médecin, révolutionnaire professionnel et diplomate soviétique. Milite dans la social-démocratie depuis la fin des années 1890, menchevique en 1903. Proche de Trotsky, il édite avec lui le journal « *Vpériod* » (1908) et la première « *Pravda* » à Vienne (1912). En mars 1917, membre de l'Organisation inter-rayons des

pillaient la Russie comme l'Ukraine, ils la transformeraient en désert et se priveraient par là même des avantages que pourrait leur donner leur collaboration à son relèvement économique. C'est à cette occasion que Lénine formula concrètement son projet d'attirer le capital étranger en Russie par l'octroi de concessions. J'eus avec lui, sur ce sujet, une série de conversations extrêmement intéressantes qui aboutirent à l'élaboration d'un plan de concessions que nous remîmes simultanément au gouvernement allemand et au colonel Raymond Robins ^[11], qui l'emporta en Amérique.

La pression exercée sur nous à cette époque par l'impérialisme allemand victorieux ainsi que par l'Entente de plus en plus exigeante nous mettait dans une situation des plus pénibles. Je me souviens de l'entrevue que nous eûmes avec les représentants de l'Entente au sujet de l'occupation de Vladivostok par les Japonais. Lénine fixa alors les détails de la réponse, diplomatique et mordante à la fois, qu'il convenait de faire à la déclaration hypocrite de l'Entente qui commençait son intervention. Notre principal souci à ce moment était de prolonger le plus possible la trêve et de retarder le développement de l'intervention. Lors de mes tentatives répétées d'accord, qui avaient tout au moins l'avantage d'ajourner la rupture avec l'Entente, Lénine, dans des entretiens journaliers par téléphone, me donnait les conseils les plus précis, faisait preuve d'une souplesse extraordinaire et d'une habileté extrême à se dérober aux coups de l'adversaire. Grâce à son intervention personnelle, nous arrivâmes à éviter des complications menaçantes.

Lorsque l'ambassadeur français Noulens publia son interview ^[12], nous exigeâmes son rappel et, déclarant qu'il n'était plus pour nous qu'un simple particulier, nous nous mîmes à exercer contre lui certaines représailles (refus de laisser passer sa correspondance, etc.) ; mais Lénine nous fit comprendre que, par ces rigueurs inutiles, nous allions amener la rupture de la trêve que nous nous efforcions par tous les moyens de prolonger. Après m'être concerté avec lui, j'eus une entrevue prolongée avec le chef de la mission militaire française, le général Lavergne, avec qui j'essayai vainement de m'entendre. La France, engagée alors d'une lutte mortelle, voulait à tout prix rétablir immédiatement le front oriental contre l'Allemagne et toutes les raisons que je donnai à Lavergne et autres de l'impossibilité où nous étions de renouveler la lutte ne firent que confirmer l'Entente dans sa résolution de reconstituer le front oriental même contre notre volonté. Dans nos conversations, Lénine me montrait le rôle considérable de la France dans la politique militaire continentale. Je me souviens entre autres de l'intérêt que suscita en lui la visite de M. de Lubersac, jeune officier français, qui manifesta la plus vive admiration pour l'armée russe (Armée rouge) qui commençait à se former.

En même temps, comprenant l'importance de la Grande-Bretagne, Lénine suivait attentivement nos pourparlers avec Lockhart ^[13]. Un moment, l'accord parut possible, mais l'émeute des Tchécoslovaques détermina l'Angleterre à l'intervention active. Dans un de nos entretiens, Lénine me prédit que l'Angleterre chercherait à s'entendre à tour de rôle avec toutes les puissances contre nous. Je répondis

sociaux-démocrates unifiés de Petrograd qui fusionne ensuite avec le Parti bolchevique en juillet. Élu au Comité central, désigné président de la première délégation russe à Brest-Litovsk en décembre 1917, il s'oppose avec les « communistes de gauche » à la signature du Traité de paix. Ambassadeur en Allemagne (1918), en Chine (1922-1923), en Grande-Bretagne (1924), en Autriche (1924-1925) et au Japon (1925). Nommé recteur de l'Université chinoise (1926). Membre de l'Opposition de gauche, gravement malade, il se suicide en 1927 pour protester contre l'exclusion de Trotsky.

[11] Robins, Raymond (1873-1954), avocat étasunien. De 1917 à 1918, colonel et chef de la Mission américaine de la Croix-Rouge en Russie, il rencontre de nombreuses personnalités soviétiques après la révolution d'Octobre, jouant ainsi un rôle de représentant officieux du gouvernement des États-Unis.

[12] Noulens Joseph (1864-1939), homme politique et diplomate français. Député (1902-1919), Ministre de la Guerre (1913-1914) et Ministre des Finances (1914-1915). A partir de l'été 1917, ambassadeur de France en Russie où il encourage et soutient les forces contre-révolutionnaires après Octobre 1917, ce qui lui vaudra d'être finalement expulsé. Dans une interview à la presse russe publiée fin avril 1918, il justifie le débarquement de troupes japonaises à Vladivostok avec les arguments qui serviront à l'intervention militaire croissante de l'Entente contre la Russie des Soviets. En 1933, il publie un livre de mémoires : « Mon ambassade en Russie soviétique, 1917-1919 ».

[13] Lockhart, Robert Bruce (1887-1970), journaliste et diplomate britannique. Vice-consul en Russie (1912-1917), puis Consul général à Moscou (janvier-septembre 1918) : Chef de la mission britannique auprès du gouvernement soviétique. D'abord favorable à une entente avec les bolcheviques contre l'Allemagne, il participe ensuite à un complot contre-révolutionnaire qui lui vaut d'être arrêté en août et expulsé en octobre en échange de Litvinov, le représentant soviétique à Londres. Publie en 1933 ses « Mémoires d'un agent britannique en Russie (1912-1918) »

que, étant donné son habileté, elle chercherait également à s'entendre avec nous. « *Oui, mais en dernier lieu* », répondit Lénine.

Dès que l'Entente, redoublant d'activité dans ses complots et ses tentatives de fomenter des insurrections en Russie, nous attaqua ouvertement, Lénine jugea nécessaire de riposter du tac au tac. La diplomatie alors fit place à la manière forte. Néanmoins, même à ce moment, Lénine sut, quand il le fallait, faire preuve de souplesse et chercha constamment à prévenir les complications superflues. Ce n'est qu'après nous être heurtés au refus des ambassadeurs de l'Entente, réfugiés à Vologda, de transférer leur résidence à Moscou que nous leur montrâmes la nécessité de quitter la Russie. Cette tactique correcte nous facilita, après leur départ, la continuation des rapports avec leurs gouvernements. A ce moment où nos relations avec l'Entente étaient extrêmement tendues, Lénine insista pour que nous fissions à cette dernière des propositions de paix. Tout d'abord, par l'entremise du consul américain Poole, nous demandâmes à l'Angleterre ce qu'elle voulait de nous ; puis, par le secrétaire de la mission norvégienne Christiansen, nous envoyâmes une proposition formelle de paix.

Lorsque la monarchie des Hohenzollern s'effondra ^[14], Lénine décida immédiatement de proposer au peuple allemand de l'aider à mener la guerre nationale contre l'envahisseur étranger. Mais la République allemande s'engagea dans une autre voie. Dès que j'eus lu à Lénine une partie de ma conversation par fil direct avec Haase ^[15], il dit : « *Rien à faire. Arrêtons les frais* ». L'Entente, à cette époque, exigeait que les armées allemandes en Russie restassent sur leur emplacement jusqu'à l'arrivée de ses troupes, auxquelles elles devaient transmettre le pouvoir. En exécutant cette décision, le gouvernement de Haase se faisait l'auxiliaire de l'intervention. Mais les troupes allemandes ne tinrent aucun compte des ordres de leurs chefs et se hâtèrent de regagner leurs foyers.

C'est à ce moment que les Républiques soviétiques nationales commencèrent à se constituer. Le programme national de Lénine fut alors réalisé. Il contribua à embrouiller fortement les plans de nos adversaires qui se trouvèrent mis dans l'alternative de soutenir la Russie « une et indivisible » ou d'appuyer les mouvements contre-révolutionnaires des petites nationalités. Cette contradiction intérieure de la politique de l'Entente et, en particulier, de la politique française, fut fatale pour nos ennemis.

Durant l'intervention, Lénine insista à maintes reprises pour nous fissions des propositions de paix à nos ennemis. Il ne craignait nullement par là de donner une impression de faiblesse. Il considérait, au contraire, que ces propositions étaient un des moyens les plus efficaces pour provoquer, dans les pays mêmes de l'Entente, une pression sur les milieux interventionnistes.

Dès que nous apprîmes que nous allions être invités à la Conférence de Prinkipo ^[16], Lénine jugea nécessaire de devancer cette invitation en faisant nous-même à l'Entente une proposition personnelle. Son idée d'en appeler aux intérêts économiques de l'Entente elle-même fut développée pour la première fois dans cette proposition et devint dans la suite une des principales de sa politique extérieure. Dans la note du 4 février 1919, dont l'élaboration avait été effectuée conformément aux vues et aux indications de Lénine, nous consentîmes à reconnaître nos dettes et proposâmes à

[14] Il s'agit ici de Guillaume II (1859-1941), empereur d'Allemagne (1888-1918), membre de la dynastie des Hohenzollern. Chassé par la Révolution du 9 novembre 1918 qui établit une République.

[15] Haase, Hugo (1863-1919), dirigeant centriste du Parti social-démocrate allemand (SPD), député au Reichstag (1897-1918), succède à Bebel comme chef de la fraction parlementaire en 1913. Un des fondateurs et dirigeants du Parti social-démocrate indépendant (USPD) en 1916. Ministre des Affaires étrangères dans le Gouvernement Ebert après la révolution de novembre 1918, il démissionne peu de temps après. Assassiné par un officier monarchiste. Le 14 novembre 1918 il eut une conversation par fil direct avec Karl Radek et Tchitchérine sur les relations entre la nouvelle république allemande et la République des Soviets.

[16] Prinkipo, ou « Îles des Princes » (Büyükkada en turc), archipel turc dans la mer de Marmara, proche du Bosphore. En janvier 1919, la Conférence de Paix de Versailles décida d'inviter tous les belligérants de la guerre civile russe à conclure un armistice et à envoyer des représentants à Prinkipo pour entamer, avec les représentants des puissances de l'Entente, des négociations en vue d'un accord de paix. Le 28 janvier, le gouvernement soviétique accepta cette proposition, ce qui ne fut pas le cas de ses opposants, enterrant ainsi cette initiative. C'est à Prinkipo que Trotsky s'installa après son expulsion d'URSS en 1929.

l'Entente un système de concessions de nos richesses naturelles. C'est d'après ce système que furent élaborées les propositions que notre gouvernement remit bientôt après à l'agent américain Bullitt ^[17], et dont chaque mot avait été soigneusement pesé par Lénine lui-même, qui me disait alors : « *S'ils n'acceptent pas maintenant nos propositions, ils n'obtiendront pas la prochaine fois des conditions aussi avantageuses* ».

Quelques mois s'écoulèrent et, avec la participation active de Lénine, nous fîmes des propositions de paix aux États baltes et à la Finlande. Ce revirement de notre politique extérieure démontra la souplesse et le réalisme politique incomparable de Lénine qui comprit qu'il fallait se résigner à la formation de républiques nationales bourgeoises limitrophes de la Russie. Lénine posa fermement la base de notre politique de paix et d'amitié avec nos voisins. L'Estonie, la première, signa avec nous un armistice, puis un traité ^[18]. Je me souviens avec quelle attention Lénine suivit tous les détails des négociations, consentant parfois à des concessions considérables en faveur de la paix, mais repoussant en même temps toute prétention excessive de la partie adverse. En 1920, malgré les hésitations de quelques camarades, il insista sur la cession de la région de Petchenga à la Finlande ^[19].

La fin de l'année 1919 marque le début du renouvellement de nos relations avec les grands États de l'Entente. En novembre, Litvinov ^[20] part pour Copenhague et, quelque mois après, Krassine ^[21] s'embarque pour Londres. Veillant à éviter les pièges de notre adversaire et examinant soigneusement chacune de ses propositions, Lénine n'en fit pas moins tous ses efforts pour arriver à un accord commercial avec l'Angleterre. Quand, vers le milieu de 1920, Krassine revint de Londres avec les quatre conditions de Lloyd George ^[22], Lénine nous demanda de les accepter en qualité de base pour les négociations.

Lors de l'avance de nos troupes sur Varsovie ^[23], il ne se laissa nullement émouvoir par l'ultimatum de

[17] William, Christian Bullitt, (1891-1967), journaliste et diplomate américain. En mars 1919 il fut envoyé en mission diplomatique officielle par Wilson, le président des États-Unis Wilson, pour négocier une proposition de paix avec le gouvernement soviétique. Un projet fut finalement rédigé qui prévoyait le maintien de tous les gouvernements existant en Russie sur les territoires occupés par eux, la levée du blocus et le rétablissement de rapports commerciaux avec l'étranger, l'octroi au gouvernement soviétique d'un libre transit sur tous les chemins de fer, ainsi que l'usage de tous les ports qui avaient appartenu à l'ancien Empire russe, et la fin du soutien étranger aux différentes forces rebelles. Mais peu après le départ de Bullitt, ce projet fut finalement désavoué et repoussé par les gouvernements de l'Entente face à la perspective d'une victoire de l'armée contre-révolutionnaire de Koltchak, alors en pleine offensive au printemps 1919.

[18] Le Traité de paix avec l'Estonie, le premier conclu par le pouvoir soviétique, a été signé le 2 février 1920 à Tartu (Dorpat).

[19] Le Traité de paix et sur l'établissement des frontières entre la Russie et la Finlande a été signé le 14 octobre 1920 à Tartu (Dorpat). La région cédée de Petchenga (Petsamo en finnois) se trouve à l'extrême nord de la péninsule Kola.

[20] Litvinov, Maxime Maximovitch, pseudonyme Meer Genokh Moïseïvitch Vallak (1876-1951), membre du POSDR depuis 1898, bolchevique à partir de 1903. Organise l'achat et le transport clandestin d'armes pendant la révolution de 1905. Émigre en 1906, à Paris puis à Londres en 1908. Après la Révolution d'Octobre, désigné représentant officieux soviétique en Angleterre, arrêté en 1918 et échangé contre le représentant anglais à Moscou. Membre du Collège du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères (1918-1934), Vice-Commissaire du peuple aux Affaires étrangères (1921-1930). Membre de la délégation soviétique à la Conférence de Gênes (1922), président de la délégation soviétique à la Conférence de La Haye (1922) et de la Commission du désarmement de la Société des Nations (1927-1930). Commissaire du peuple aux Affaires étrangères (1930-1939), représente l'URSS à la Société des Nations (1934-1938) et ambassadeur aux États-Unis (1941-1943).

[21] Krassine, Léonid Borissovitch (1870-1926), ingénieur et diplomate soviétique. Bolchevique depuis 1903. Dirigeant bolchevique à Saint-Petersbourg en 1905, spécialisé dans l'activité clandestine (imprimeries, achat d'armes et d'explosifs, expropriation de fonds). Conciliateur avec les mencheviques, il rompt avec Lénine en 1909. Adhère à nouveau au Parti bolchevique après la Révolution d'Octobre, élu au CC en 1924. Commissaire du peuple au Commerce extérieur (1920-1925). Représentant commercial en Grande-Bretagne (1920-1923), il négocie le premier traité commercial avec ce pays (1921). Membre des délégations soviétiques aux conférences internationales de Gênes et La Haye (1922). Ambassadeur en France (1924-1925) et en Grande-Bretagne (1925-1926).

[22] Lloyd George, David (1863-1945), dirigeant du Parti libéral britannique et Premier ministre de Grande-Bretagne (1916-1922), un des artisans du Traité de paix de Versailles (1919). D'abord partisan d'une intervention armée contre la révolution russe, puis de négociations et d'échanges commerciaux en vue de la neutraliser.

[23] Tchitchérine fait référence ici à la Guerre polono-soviétique de 1920. En dépit des offres de paix réitérées de la part du gouvernement des Soviets, les dirigeants de la Pologne depuis peu indépendante décidèrent, encouragés par la France impérialiste, de lancer le 25 avril 1920 une offensive contre l'Ukraine et la Russie soviétiques. D'abord victorieuse, cette offensive fut stoppée au mois de mai. En juin, l'Armée rouge passait à son tour à l'offensive, atteignant à la mi-août Varsovie

Lloyd George, estimant que ce dernier ne pouvait à peu près rien sur nous. Précisément, alors, j'eus avec lui une série de conversations sur la proposition d'une conférence de paix faite par l'Angleterre, proposition à laquelle adhéra ensuite la France, alors assez bien disposée à notre égard. Lénine appréciait à leur juste valeur les avantages découlant pour nous d'une telle proposition ; mais comme la conférence projetée devait examiner nos rapports avec les États baltes et qu'ainsi l'Entente se faisait l'arbitre suprême de nos rapports avec nos voisins, nous refusâmes son offre. Lénine s'intéressait alors vivement aux premières tentatives d'organisation d'une collaboration économique avec le capital allemand.

Lorsque commencèrent les pourparlers avec la Pologne, Lénine eut une idée remarquable : proposer à la Pologne plus de territoire que ne lui en offraient Clemenceau et Curzon ^[24]. Au cours des négociations de Riga, il discuta avec nous par téléphone les détails des diverses propositions et, en fin de compte, insista pour la signature du traité sous sa forme actuelle ^[25].

Lénine suivait également avec une attention concentrée chaque pas de notre politique orientale. Je me souviens de l'entrevue prolongée qu'il eut avec la première mission extraordinaire d'Afghanistan. Pendant la conférence de Moscou avec la Turquie ^[26], il s'informait chaque soir par téléphone de ce qui avait été fait pendant la journée et s'intéressait vivement au résultat des négociations. Il ne cessa également de prêcher l'établissement de relations amicales avec le gouvernement persan.

En 1921, la signature de l'accord préliminaire avec l'Angleterre fut précédée d'un long examen de la question. Lénine insista énergiquement sur la signature de cet accord. Néanmoins, en 1921, sa participation personnelle à la politique extérieure se réduisit considérablement, l'examen des affaires ayant été confié à un collègue. Il prit une part importante aux pourparlers avec l'A.R.A. et avec Nansen ^[27] au sujet de l'aide aux affamés.

Quoique pendant la plus grande partie de l'hiver 1921-1922 Lénine vécût hors de Moscou, il s'intéressa vivement aux questions liées à la conférence de Gênes ^[28]. Il écrivit à ce sujet une série de notes sur la base desquelles nous établîmes le plan de nos interventions à Gênes. C'est lui qui proposa

et Lvov. Mais ses lignes de communication étant trop étirées et ses forces trop dispersées suite à la mésentente entre les différents commandements, l'Armée rouge subit une lourde défaite à la suite d'une contre-offensive polonaise lancée le 16 août. Le 12 octobre un armistice était signé, puis un traité de paix le 18 mars 1921 à Riga.

[24] Clemenceau, George (1841-1929), journaliste, homme politique français, d'abord radical-socialiste, président du Conseil des ministres (1906-1909) et 1917-1920. Une des principales figures de l'« Union sacrée » en faveur de la guerre impérialiste et l'un des principaux artisans de la Paix de Versailles (1919). Farouche partisan de l'intervention militaire en Russie afin d'écraser la révolution et le pouvoir des soviets. Curzon, George Nathaniel, Lord, (1859-1925), dirigeant du Parti conservateur britannique, Gouverneur général des Indes, Ministre des Affaires étrangères (1919-1924) et Premier ministre (1924-1929 et 1931). Un des organisateurs de l'intervention contre-révolutionnaire en Russie. Pendant la guerre polono-soviétique de 1920, exigea l'arrêt de l'Armée rouge sur la ligne connue sous le nom de « ligne Curzon ».

[25] Le Traité de paix entre la Pologne et les Républiques soviétiques de Russie et d'Ukraine fut signé à Riga le 18 mars 1921.

[26] Le Traité Turco-russe a été signé à Moscou le 16 mars 1921.

[27] ARA : American Relief Administration ; organisation humanitaire fondée en 1919 afin d'aider les populations européennes ayant souffert des ravages de la Première guerre mondiale. Son président était le grand capitaliste Edgar Hoover, qui avait été étroitement lié au capital russe jusqu'en 1917. Tout en acceptant l'aide fournie par l'ARA contre la famine touchant la Volga et le sud de l'Ukraine en 1921-1922, le gouvernement soviétique repoussait toutes ses tentatives pour intervenir dans les affaires internes de la République des Soviets. Nansen Wedel-Jarlsberg, Fridtjof (1861-1930), célèbre explorateur polaire et diplomate norvégien. Haut commissaire pour les réfugiés de la Société des Nations (1921), il introduit le « passeport Nansen » pour les réfugiés apatrides. Très actif dans l'aide à la Russie soviétique contre la famine.

[28] La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922 à l'instigation du Premier Ministre anglais David Lloyd George et a rassemblé les représentants de 34 nations dont, pour la première fois à une conférence internationale de haut niveau, une délégation soviétique, avec Tchitchérine à sa tête. Cette conférence était destinée à résoudre les questions de la reconstruction économique, commerciale et du système financier international mis à mal par la Première guerre mondiale, mais ne déboucha sur rien de concret. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. La délégation soviétique repoussa ces prétentions et proposa le désarmement général et l'annulation de toutes les dettes de guerre. En marge de cette conférence, elle signa également avec l'Allemagne le fameux « Traité de Rapallo ».

de lier la solution de la question de nos dettes à celle de l'octroi de crédits par les États d'Occident. Lors de l'examen du texte du discours que nous devions prononcer à l'ouverture de la conférence et dans lequel nous voulions insérer des phrases foudroyantes, Lénine écrivit en marge de notre papier : « *Pas de grands mots* ».

Après mon séjour à l'étranger, en automne 1922, je passai six semaines à Moscou. La principale question à l'ordre du jour était alors la question turque qui devait se décider à la conférence de Lausanne ^[29]. Avec nous, Lénine examina le programme que nous défendîmes ensuite à Lausanne. Ce fut sa dernière participation importante à notre politique internationale. La question des Détroits fut la dernière que j'examinai avec lui.

[29] La « Conférence internationale sur les problèmes du Proche-Orient » fut organisée par l'Angleterre, la France et l'Italie et s'est tenue à Lausanne du 20 novembre 1922 au 24 juillet 1923, avec une longue interruption après janvier 1923. Les puissances impérialistes essayèrent d'abord d'écarter complètement la Russie soviétique mais, face aux protestations diplomatiques, décidèrent finalement qu'elle ne serait admise que pour la discussion sur la question des Détroits (Bosphore, Dardanelles) de la mer Noire. La délégation soviétique, présidée par Tchitchérine, comprenait des représentants des Républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine et de Géorgie. Outre la signature d'un traité de paix entre la Turquie et les puissances de l'Entente, la Conférence de Lausanne déboucha sur une Convention sur le régime des Détroits, autorisant le libre passage des navires de guerre et marchands portant n'importe quel pavillon, ce à quoi la délégation soviétique s'était opposée car mettant en péril la sécurité des pays riverains, à commencer par la Turquie et la Russie. Les Républiques soviétiques finirent par signer la Convention mais sans la ratifier.